

art music tradition. From the late 16th century a series of travellers, merchants and diplomats noted the music they heard, and spent time mastering its theory: Charles Fonton's *Essai sur la Musique Orientale* of 1751 is a notable example. My first point is then that the moral ambiguity of music, as far as the religious and political majority were concerned, and the consequent involvement of non-Muslim minorities meant that music was a field dominated by a marginalised but significant group with multiple cultural ties both across the Ottoman Empire and to Europe. This situation pertained before the creation of a mass market for music publishing and later sound recording.

My second point relates to the contemporary period: the mass music market is dominated by two contradictory forces. One is for modernist exotica – a demand which has periodically been satisfied by rock and roll, swing, tango, chanson, flamenco, progressive rock, punk, rap and hip hop – all forms which have been appropriated in one way or another by Turkish popular musicians, within and outside of Arabesk. Many young Turkish people have direct experience of this music through labour migration in Europe,

travel (for the privileged), and experience of Western tourism, or simply watching satellite TV and listening to the radio. The other is an abiding, if continually mutating, demand for «traditional» musics in particular Anatolian folk genres and the Arab music popularised by Umm Kulthum and Farid al-Atrash. To any musicians possessing a cassette recorder and a radio, the musical resources for catering for this mass audience lie immediately at hand. In recent years, lingering official disparagement of music which is not considered «properly Turkish» has been continually undermined by the ready availability of non-Turkish musics. The creative eclecticism of Turkish musicians has always moved a little ahead and outside of state control, whose attempts to construct a national yet modern music have absorbed huge resources. Popular music has always been a problem and a profound threat in Turkey for the ease with which it is able to construct its own East-West trajectories. Whilst the Turkish state has enjoyed limited success in appropriating a once threatening form, Arabesk, it seems likely to me (as a romantic) that in different, even unexpected ways, popular music and its audiences will keep one step ahead.■

Selected bibliography:

Arel, H.S.
Türk Musikisi Kimidir?
Istanbul, Milli Eğitim Basimevi, 1969.

Egribel, E.
Nicin Arabesk Değil?
Ankara, Sirec, 1984.

ditto
Türk Müziği
Istanbul, Edebiyat Fakültesi Basimevi, 1993.

Fonton, C.
Essai sur la musique orientale comparée à la musique européenne 1751.

Gungor, N.
Sosyokültürel Acidan Arabesk Müzik Bilgi, Ankara, 1990.

Oransay, G.
Atatürk ile Küg: Belgeler ve Veriler Küg, Izmir, 1985.

Özbek, M.
Popüler Kültür ve orhan Gencebay Arabeski İstisim, Istanbul, 1991.

Öztuna, C.
Türk Musikisi: Teknik ve Tarih Türkpetrol Vakfi, Istanbul, 1987.

Gencebay, O.
Yalnız Değilsin, Kervan Kasetçilik ve Plakçilik, 1993.

Tarek Haverić L'Islam et la «Question Bosnienne»

Auteur de nombreux travaux politiques et philosophiques, et actuellement orienté vers la sociologie Tarek Haverić est un spécialiste de la «question bosnienne» pour laquelle il a consacré plusieurs essais.

Les accords de Dayton qui auraient mis fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine ne peuvent créer l'illusion d'une «solution juste». Toutefois, ils rendent possible aux démocraties occidentales de considérer comme répréhensible (si elles l'avaient jamais fait) non plus la violation de l'intérieur (insurrection armée) ou de l'extérieur (agression) de l'ordre constitutionnel démocratique d'un pays, mais le refus des conséquences de ces agissements; par les encouragements directs de l'agresseur¹ et la non-assistance à l'agressé, elles ont contraint ce dernier à «accepter» et légaliser par sa signature un état de fait établi par la force (génocide et crimes de guerre), en créant un bien-fondé constitutionnel des sanctions éventuelles contre ceux qui désormais le transgresseraient. Par conséquent, agresseurs et agressés sont juridiquement mis sur pied d'égalité en tant que «parties en conflit» ayant finalement trouvé une solution pour l'intérêt de tous.

L'issue du conflit, la partition de fait de la Bosnie en trois territoires ethniques, a fait que l'on oublie officiellement ses causes. De ce fait s'est trouvé accrédité le slogan de la propagande serbe selon lequel «ces peuples ne peuvent vivre ensemble». Dans la variante la plus radicale du «déterminisme culturel», la présence même de l'Islam en tant que *corpus alienum* est une rai-

son suffisante de la guerre et de la disparition de la Bosnie de toutes les cartes: le projet méticuleusement élaboré de la Grande Serbie (et, par la suite, de la Grande Croatie) est envoyé aux oubliettes. Les leaders d'opinion mondiaux on su mettre à profit l'image générale et déjà existante de l'Islam dans les médias occidentaux, reposant sur le terrorisme, le fanatisme et le retard historique: le problème de la démocratie et du totalitarisme est devenu, en doucement, le problème de l'inconciliabilité des civilisations². Dans cette perspective, l'Islam cesse d'être une composante culturelle de la Bosnie; la Bosnie devient, à son tour, une composante politique en puissance du monde islamique ne pouvant avoir, en tant que telle, sa place en Europe. C'est pourquoi dans la genèse du conflit bosnien, l'usage que l'on a fait de l'Islam est nettement plus important que ne l'a été son vrai rôle.

Les oeuvres de référence³ soulignent que les Musulmans bosniens⁴ sont la population slave

2. L'intérêt suscité en Serbie par le texte de Samuel Huntington, directeur de l'Institut des Études Stratégiques de l'Université Harvard, sur le conflit imminent des civilisations est significatif («The Clash of Civilizations», *Foreign Affairs*, automne 1993). L'interview publié, dans le journal *Evropske novosti* (le 14 janvier 1994) finit par la question du journaliste «que considérez-vous comme le danger majeur?» et la réponse de Huntington: «Cela reste le conflit des civilisations. Vous n'avez qu'à regarder en Europe la carte de l'ex-Yougoslavie et l'ex-URSS: l'Islam et la chrétienté se sont trouvés pris dans un conflit de longue haleine».

3. Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, 1994; Srecko M. Dzaja, *Konfessionalität und Nationalität Bosniens und Herzegovinas. Voremanzipatorische Phase, 1463-1804*, Munich, Oldenbourg, 1984.

4. *Musulmans* (avec une majuscule) était le nom officiel de l'ethnie (changé par la suite en *Bosniaques*), *musulmans* (avec une minuscule) restant l'appellation des croyants de confession islamique.

1. «Il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre», la déclaration tristement célèbre de F. Mitterrand, signifiait sans équivoque aux agresseurs serbes que l'Occident n'interviendrait pas militairement en Bosnie. Voir le texte de Patrice Canivez «La France face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie» dans *Vukovar, Sarajevo...* (sous la direction de Véronique Nahoum-Grappe), Éditions Esprit, 1993.

de Bosnie-Herzégovine convertie à l'islam après la conquête ottomane (appartenant, de ce fait, à l'école hanéfite-matouridite de la loi islamique). Ce qu'elles ne mettent pas suffisamment en valeur, c'est qu'après la Seconde guerre mondiale, les générations entières en Bosnie – qui faisait partie de la Yougoslavie socialiste – ont été élevées dans l'esprit de l'athéisme. L'histoire a porté son jugement sur l'idéologie qui avait fait de l'appartenance au parti communiste (et de la «vision athée du monde») une condition nécessaire à toute promotion sociale, il n'en reste pas moins qu'en 1990 à peu près 70 % des musulmans ne l'étaient que par le nom donné à leur ethnie⁵. Si cela n'avait été lié qu'aux chiffres, l'islam aurait pu ne jouer aucun rôle, et surtout pas un rôle décisif dans le conflit bosniaque, en demeurant un simple fait culturel. Si tel n'a pas été le cas, le mérite en revient aux vrais instigateurs du conflit.

Au début, il y avait le vif désir de la plus forte armée communiste des Balkans de préserver le socialisme par les armes⁶, et la volonté des nationalistes serbes de profiter de la crise du modèle social pour effectuer un redécoupage intérieur de la Yougoslavie⁷; les dirigeants de certaines républiques yougoslaves ne recourront à la sécession que devant l'intransigeance de la junte politico-militaire serbe⁸. La volonté de se créer un État indépendant n'était que faiblement exprimée en Bosnie-Herzégovine, ce qui est facile à comprendre: toutes les transformations menai-

* * *

5. En respectant la distinction faite dans la note 2, on pourrait dire qu'il n'y avait pas plus de 30 % de musulmans parmi les Musulmans de Bosnie.

6. Dans un document d'État-major des Armées lu devant toutes les unités au début de 1991, l'Armée fédérale se déclare résolue «à lutter pour l'idée communiste et pour une Yougoslavie fédérale et socialiste». Voir *Le Monde* du 2 février 1991, p. 13.

7. Dès le début, la caractéristique principale de la crise yougoslave était la remise à l'ordre du jour de la «question nationale serbe», esquissée dans le *Mémoire de l'Académie Serbe des Sciences et des Arts*. Voir les parties les plus importantes de ce document dans le recueil *Le nettoyage ethnique: documents historiques sur une idéologie serbe*, Fayard, 1993, 231-269.

8. La Slovanie, par exemple, a inscrit dans sa Constitution le droit à l'autodétermination – et même à la sécession – «au cas où le pays ne s'orienterait dans une direction démocratique». Voir *Le Monde* du 24 janvier 1990, p. 3.

ent vers les États ethniques (un pays pour un peuple). Étant donné qu'en Bosnie-Herzégovine vivaient trois peuples (l'ethnie la plus nombreuse, les musulmans, ne représentant que 43 % de la population), il était évident qu'elle ne pourrait survivre au triomphe de ce modèle.

Dans une situation semblable, pour les centres de propagande serbes (et plus tard croates, une fois le projet de la Grande Croatie calqué sur celui de la Grande Serbie) l'islam devient, même avant l'éclatement des conflits armés, l'ennemi de service et le facteur supplémentaire de mobilisation de la «nation en péril». On escomptait que les démocraties occidentales ne s'empresseraient pas de secourir les «fanatiques» et les «intégristes», ni non plus de maintenir, en plein cœur de l'Europe, un pays supposé être l'État islamique.

Les intellectuels européens ayant épousé dès le début la cause bosniaque, la défendaient – en toute bonne foi – d'une façon lamentablement erronée: en essayant de démontrer que la Bosnie est un pays multi-culturel et tolérant et que les Musulmans bosniaques ne sont pas des fanatiques religieux parce qu'ils sont laïques dans une grande mesure (comme si l'anéantissement d'un pays mono-culturel ainsi que le génocide d'une population hautement religieuse étaient un tantinet moins répugnants). Leur engagement n'a pas donné de résultats tangibles, et la population bosniaque exposée au génocide commence à croire que l'aide efficace de l'Occident fait défaut *justement parce que* les victimes sont les musulmans, ce qui provoque une réaction prévisible: le retour à l'«identité islamique» et la conviction ferme que l'aide substantielle ne peut venir que des pays islamiques, avec lesquels les pouvoirs bosniaques établissent des liens de plus en plus solides. Et l'aide vient, insuffisante pour changer quoi que ce soit, mais suffisante pour convaincre l'opinion publique des démocraties occidentales que la réticence initiale de leurs dirigeants était juste et fondée. La présence de deux ou trois mil volontaires de pays islamiques venus en Bosnie, *justement parce que* l'Alliance atlantique n'a pas réagi à temps, confirmera après coup que ce pays ne valait pas la peine d'être aidé.

La guerre en Bosnie devient ainsi un cas d'école de la prophétie qui s'accomplit d'elle-même.*

Andreas Tunger-Zanetti

Garnisonsstadt Juba

Eindrücke von einer Sudan-Reise

Andreas Tunger-Zanetti ist Assistent am Institut für Islamwissenschaft der Universität Bern. Ende März / Anfang April hatte er Gelegenheit, zusammen mit vier Schweizer ParlamentarierINNEN, einem Hilfswerkvertreter und einem Journalisten Sudan zu bereisen. Die Reise hatte zum Ziel, aus erster Hand ein Bild von der Politik, der Lage der Minderheiten, der Nothilfe und den Aussichten auf ein Ende des inner-sudanesischen Nord-Süd-Konflikts zu gewinnen.

Aus der Luft, im IKRK-Flugzeug sitzend auf dem Weg von Khartum nach Juba sieht man ein Symbol: den riesigen Bagger, der den Jonglei-Kanal graben und Sudans Sümpfe bändigen helfen sollte. Er hat sich über drei Viertel der Strecke von Norden nach Süden vorangefressen; jetzt steckt er fest, wie Sudans Entwicklung überhaupt, ein Opfer des Krieges.

In Juba, der früheren Kapitale des Südsudans, werden die Schweizer Gäste von einer unnötig grossen Zahl Offizieller empfangen. Da ist nicht nur der Chef der lokalen IKRK-Delegation, wo wir untergebracht werden, und nicht nur Nelson Lumata, der einheimische Hilfswerkkoordinator, der für zwei Tage unser «Fremdenführer» ist, sondern da sind auch mehrere, meist recht junge Männer, die uns während des ganzen Aufenthaltes wie unser Schatten begleiten und erst vor den Toren des IKRK-Compounds halt machen müssen.

Nicht nur die staatliche Sicherheit wird in Juba grösser geschrieben als in Khartum, sondern auch die Form: Sitzordnungen, Programmabläufe, Anreden und Ausreden, alles muss am richtigen Platz sein. So ist es unumgänglich, dass die ausländischen Gäste als erstes der Gouverneurin des Staates Bahr al-Dschebel (Berg-Nil) einen Besuch abstatten.

Die wichtige Lady

Her Excellency, Lady Agnes Lukudu, ist durchaus eine Persönlichkeit. Vor allem aber hat sie eine Rolle zu spielen, und das tut sie vollen-

det. Selbstverständlich erhebt sich alles, wenn sie, die lokale Repräsentantin des Staatspräsidenten höchstpersönlich, den Raum betritt. Staatliche und stattliche Erscheinung fallen zusammen: gross, prächtig gekleidet bis hin zum Turban, auf der Brust an goldener Kette ein Kreuz, energisch im Auftreten – das ist Lady Agnes.

Dass der Gouverneur des zentralen Südstaates eine Frau ist und dazu eine Protestantin, ist beides kein Zufall. So demonstriert die islamistische Zentralregierung gegenüber der Welt Toleranz. Auf dieser offiziellen Linie liegt auch die Begrüssungsansprache der Gouverneurin: In ihrem Staat leben Muslime

und Christen in grösster Freiheit und Eintracht nebeneinander. Auf erstauntes Nachfragen, ob es denn keine Animisten, also Anhänger von Naturreligionen mehr gebe, erklärt sie: nein, praktisch keine mehr, eigentlich nur noch ein paar alte Leute; ohnehin seien solche traditional believers eigentlich non-believers und befänden sich nur in einem Übergangsstadium entweder zum Islam oder zum Christentum. Auch das zahlenmässige Verhältnis von Muslimen und Christen im Südsudan scheint ein Staatsgeheimnis zu sein, das sich kein Offizieller entlocken lässt. Im amtlichen Diskurs teilen sich beide Religionen den öffentlichen Raum gleichgewichtig. Weisse christliche Missionare schätzen hingegen, dass der Anteil der Muslime im Süden, die sich dort praktisch nur in den Städten finden, weniger als fünf Prozent der Bevölkerung ausmacht und dass die Mehrheit ohnehin noch Animisten seien.